

FRAPPONS PLUS FORT !

Vendredi 24 janvier

jour du conseil des ministres :
grève et manifestation interprofessionnelle et unitaire !

À l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires, CGC, FIDL, MNL, UNEF, UNL

Après 6 semaines d'un mouvement social inédit, plusieurs centaines de milliers de personnes ont à nouveau battu le pavé ce jeudi 16 janvier pour exiger le retrait de la réforme. Les actions de grève, de piquets et occupations se poursuivent dans de nombreux secteurs, contrairement à la propagande gouvernementale et patronale qui manie l'absurde à outrance en prétendant qu'une soi-disant mobilisation, qu'ils qualifient volontairement de minoritaire, ruinerait le pays. Mais 60 % de la population soutient la mobilisation et c'est la politique de Macron, du patronat, et le gavage des actionnaires qui ruinent le pays !

NOTRE FORCE, C'EST TOUS ET TOUTES ENSEMBLE DÉTERMINÉ.ES POUR GAGNER !

La CGT Finances Publiques revendique, notamment :

- ▶ L'amélioration et la consolidation de nos régimes de pensions, ce qui implique en premier lieu L'ABANDON PUR ET SIMPLE DE LA RÉFORME DE RETRAITES PAR POINTS,
- ▶ L'augmentation et le rattrapage de la valeur du point d'indice,
- ▶ L'égalité salariale et professionnelle entre femmes et hommes,
- ▶ Des créations d'emplois statutaires et un plan de titularisation des contractuels,
- ▶ La défense de nos statuts, des missions publiques, l'abandon des privatisations et externalisations et leurs réintégrations, ce qui implique L'ABROGATION DE LA LOI DITE DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE ET L'ABANDON DU PLAN DARMANIN À LA DGFIP,
- ▶ Une lutte efficace contre la fraude et l'évasion fiscale,
- ▶ Une politique fiscale véritablement redistributive,
- ▶ La fin des niches sociales et fiscales socialement injustifiées.

Retraites et pensions, rémunérations, emplois, statuts, missions de service public, droits et garanties des agents : même combat !

**AG partout pour décider des actions de convergences interprofessionnelles
sur tout le territoire les 22 et 23 janvier !**

Et faisons du **vendredi 24 janvier**, date du conseil des ministres qui
devrait examiner le projet de loi,
**une journée massive de grève
et de manifestation interprofessionnelle !**